

*Coût de la vie*

**Des voix:** Bravo!

**M. MacEachen:** Ceci serait du moins conforme à l'esprit du Règlement.

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, c'est parfait. Le leader du gouvernement à la Chambre se souviendra que je lui ai dit qu'un certain nombre de députés des premiers bancs de notre parti avaient demandé que nous célébrions la Saint-Jean-Baptiste le lundi.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Il nous fait plaisir d'accepter cet ordre spécial au sujet du lundi 25 juin.

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Nous sommes d'accord nous aussi, monsieur le président. D'ailleurs, je pense qu'il avait été entendu que, pour nous, les créditistes, il n'y avait pas de congé à l'occasion de la fête de la Confédération si nous n'avions pas congé le jour de la fête de Saint-Jean-Baptiste.

[Traduction]

**M. l'Orateur:** En est-il ainsi convenu et ainsi ordonné?

**Des voix:** Oui.

● (1530)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—MOTION DE DÉFIANCE—LA CARENCE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

**M. James Gillies (Don Valley)** propose:

Que la Chambre déclare que le gouvernement a perdu sa confiance parce qu'il s'entête, par faiblesse, à suivre des politiques démodées qui accablent la population du Canada de hausses de plus en plus pénibles du coût de la vie.

—Monsieur l'Orateur, je vais traiter de cette motion qui porte sur le problème qui est sans doute le plus important de l'heure pour tous les Canadiens, de quelque condition sociale qu'ils soient: l'administration générale de l'économie et la hausse du coût de la vie. Entre avril et mai de cette année nous avons connu la hausse la plus considérable du coût de la vie qui se soit vue au pays en l'espace de 25 ans et nous savons, d'après les données statistiques, que l'inflation a augmenté d'environ 6 p. 100. Nous n'avons pas besoin d'examiner les données statistiques pour savoir que le coût de la vie a augmenté dans une proportion à peu près sans précédent au pays. Tous ceux qui vont dans les magasins et qui payent pour des produits et des services le savent.

Ce que coûte aux Canadiens l'incapacité du gouvernement à remédier aux problèmes de l'inflation est une chose à peu près impossible à évaluer. Les ravages qu'elle cause dans le cas des gens à revenus fixes dont la pension est réduite à zéro en raison de l'inflation, la disparition des épargnes à cause de l'inflation, le manque de confiance de la part des gens qui tentent d'épargner, les espoirs déçus chez les jeunes, à la pensée qu'ils ne pourront jamais s'acheter une maison à cause de l'inflation—voilà autant

[M. MacEachen.]

de raisons impérieuses de remédier à cet énorme problème qui se pose actuellement pour l'économie.

Certes, la question de l'inflation et le genre d'inflation que nous connaissons de nos jours ne sont pas étrangers au chômage qui sévit au pays depuis deux ans. Il n'y a pas de doute que l'augmentation considérable du coût de la vie et de l'inflation nous fait un tort considérable sur les marchés internationaux et si cette situation se maintient avec le temps, notre commerce en souffrira.

Je voudrais bien faire remarquer au député de York-Sud (M. Lewis) que, contrairement à ce qu'il a semblé avancer il y a quelques jours lorsque nous en parlions, notre parti n'est pas obsédé par l'inflation. Pas du tout. En fait, nous avons toujours maintenu que nous sommes tout à fait prêts à tolérer une certaine inflation si c'est le prix qu'il faut payer pour que notre économie garantisse le plein emploi. Je veux donc faire remarquer au député qu'il y a une grosse différence entre une inflation de 2 p. 100 et un taux d'inflation de 6 ou 6½ p. 100.

Je lui ferais également remarquer que si notre taux d'inflation fut ces dernières années inférieur à celui de certains autres pays, il y a des pays, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, où le taux d'inflation diminue alors que le nôtre monte et qu'ainsi, tous les jours, notre avantage par rapport à eux diminue. Il me semble que nous ne pouvons ignorer le fait que si nous ne faisons rien à propos de l'inflation, il nous faudra faire quelque chose à propos de l'emploi.

En fait, si nous ne sommes pas obsédés par le problème de l'inflation, bien que nous n'acceptons certainement pas un taux d'inflation de 6 p. 100, nous voulons absolument que l'économie procure le plein emploi, que ceux qui ont besoin d'emplois puissent en trouver et que nous utilisions valablement nos ressources. J'ai horriblement peur, quand je vois ce qui se passe dans notre pays et le genre de politique qui est mis en œuvre par le gouvernement, que nous retournions de désespoir à la situation d'il y a deux ou trois ans lorsque nous avons ralenti l'économie et accepté des taux de chômage très élevés pour essayer d'enrayer l'inflation.

Pas un Canadien, pas un député ne peut siéger à la Chambre et assister à ce spectacle la conscience tranquille. Il me semble qu'il est de la plus haute importance de ne pas oublier que quand nous voulons atténuer l'inflation nous n'avons pas seulement en vue la protection du peuple si durement éprouvé comme nous le savons tous très bien, mais nous voulons également éviter l'éventualité d'avoir à retourner à une politique qui s'est avérée inefficace et qui ne pourrait faire mieux à l'avenir.

J'espère que cet après-midi, au cours des prochaines heures, nous assisterons à un très sérieux débat sur l'inflation de l'économie et les causes du chômage qui sévit depuis deux ans et sur les politiques que le gouvernement va appliquer. Personne ici quel que soit son parti ne cherche son intérêt en tentant de résoudre ces problèmes. Chacun s'inquiète. Personne n'accepte les taux d'inflation. Mais ce que nous devons accepter, c'est qu'il y a un gouvernement central. S'il y a une responsabilité qui revient au gouvernement fédéral, c'est la responsabilité des questions nationales d'ordre monétaire et fiscal. C'est une tâche dont il faut tenir compte. Nous pourrions peut-être retourner dans nos circonscriptions et déclarer que nous n'avons rien fait pour résoudre le problème de l'inflation. Tous tant que nous sommes avons le devoir de tenter de régler cette terrible situation. Il me semble que l'objet réel du débat ne porte pas sur quelque chose de passé, mais sur quelque chose à faire et sur la manière de le faire.